



Communiqué commun de soutien aux cheminots

Les organisations syndicales de la fonction publique estiment que le service public ferroviaire doit être maintenu pour l'intérêt commun de tous les usagers et du pays.

Elles rappellent que le statut particulier des cheminots n'est en rien un obstacle à un service public moderne et de qualité. Comme dans de nombreux secteurs, la qualité du service public dépend avant tout de la mise en adéquation des missions et des besoins des usagers avec les moyens matériels et humains nécessaires.

C'est pourquoi, elles persistent à dire que c'est tout d'abord des choix de politique publique en termes d'aménagement du territoire, d'investissements en matériels, infrastructures et de personnels qualifiés qui permettront au service public ferroviaire de se développer, s'améliorer et de répondre aux besoins des usagers.

Elles s'indignent également de la communication gouvernementale relayée par certains organes de presse qui veulent opposer le conflit des cheminots et leurs soi-disant privilèges aux besoins de mobilité des usagers et tentent de minimiser le taux de grévistes et la mobilisation réussie des agents.

Cette communication et les refus réitérés d'ouvrir de réels processus de discussions sur les propositions et les revendications portées par les organisations syndicales sont le fil rouge de toutes les réformes, y compris dans la Fonction publique. Ainsi, le Secrétaire d'Etat Olivier Dussopt a ouvert la 1^{ère} réunion sur le dialogue social, un des 4 chantiers voulant « *refonder un nouveau contrat social avec les agents publics* » en faisant fi de l'opposition unanime des organisations syndicales de la Fonction publique aux orientations du Gouvernement tant sur la forme que sur le fond.

Ainsi, les organisations syndicales de la Fonction publique apportent tout leur soutien aux cheminots en grève pour défendre le service public ferroviaire et leur statut.

Paris, le 18 avril 2018